

Palaiseau

Election municipale - 9 et 16 mars 2008



POUR

**Une liste antilibérale,
écologique et démocratique**
*« Une société au service de l'humain,
une ville citoyenne »*

Une société de justice sociale

Le développement soutenable

La citoyenneté active

CONTACT : palaiseau@galu91.net

POUR UNE GAUCHE VRAIMENT DE GAUCHE

Une gauche de transformation

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, la politique de son gouvernement n'est constituée que de cadeaux aux plus riches et d'attaques frontales contre les salariés et les plus démunis : elle consiste, comme l'a proclamé un représentant du MEDEF, à défaire méthodiquement le programme mis en place en 1945 par le Conseil National de la Résistance, auquel nous devons l'organisation sociale actuelle de notre pays.

Dans cette situation politique, nous nous plaçons résolument aux côtés de ceux qui luttent ou lutteront pour la justice sociale et cela tant nationalement que localement.

Parce que nous pensons que

- ▶ tout n'est pas à vendre et que l'argent et le profit ne sont pas les seuls indices qui comptent pour mesurer la réussite individuelle, l'harmonie et le bonheur,
- ▶ les besoins fondamentaux que sont la santé, l'éducation, la culture, l'eau, les transports, l'énergie, le logement ne peuvent être évalués par des critères de rentabilité et qu'ils sont trop précieux pour être livrés aux entreprises privées (totalement ou même partiellement),
- ▶ pour satisfaire les besoins de la majorité de la population, il faut une autre répartition des richesses et que pour cela il faudra prendre l'argent là où il se trouve,
- ▶ la défense de l'environnement est incompatible avec la loi du profit,
- ▶ la démocratie c'est la participation de tous les citoyens aux affaires de la cité.

Si vous partagez certains de ces choix alors vous nous rejoindrez

- ▶ pour une municipalité de justice sociale et de solidarité qui servira d'appui dans les luttes contre les "réformes" destructrices de solidarité de Sarkozy inspirées par le patronat
- ▶ pour une commune qui refuse les discriminations,
- ▶ pour des élus qui rendent des comptes et qui ne font pas carrière dans la politique,
- ▶ pour une ville dont le développement prend en compte les priorités écologiques

***en soutenant la liste antilibérale,
écologique et démocratique***

Une société au service de l'humain, une ville citoyenne

Une société de justice sociale

Sur un plan général

- ▶▶ Nous agissons pour une société où le souci de l'humain et de l'environnement prime, où les institutions, l'économie et les aménagements sont décidés en commun et pensés au service de l'Homme. Nous voulons un autre avenir que l'adaptation de notre pays, de son droit social, aux impératifs du capitalisme mondialisé qui transforme tout en marchandise, jusqu'à l'être humain lui-même. Nous agissons pour l'émancipation et l'épanouissement de chacun, en cela nous nous opposons à la loi et à la raison des puissances financières et étatiques.
- ▶▶ Nous donnons la priorité à la satisfaction des besoins sociaux en cohérence avec la prise en compte du devenir de la planète. Nous agissons pour une écologie sociale, et non pour la société de consommation et le productivisme. Nous nous battons résolument pour une autre répartition des richesses, contre leur appropriation par une minorité. Nous œuvrons à réduire les inégalités d'accès à la santé, à l'habitat et à l'éducation, à la culture et au sport, à la promotion sociale.
- ▶▶ Nous contestons la mise en concurrence des hommes qui conduit à l'exclusion du plus grand nombre. Nous rejetons l'individualisme et l'étatisme qui détruisent la cohésion sociale.
- ▶▶ Nous affirmons que la solidarité, la coopération et la mutualisation sont nécessaires pour assurer la richesse et le bien-être collectif et individuel. L'ensemble des citoyens doit être pleinement associé à la maîtrise et au contrôle de la puissance sociale.
- ▶▶ Nous combattons tous les racismes et toutes les discriminations. Nous rejetons les murs érigés entre peuples, entre cultures, entre catégories sociales. Nous refusons l'opposition entre hommes et femmes, actifs et retraités, chômeurs et salariés, français et immigrés, immigrés en situation régulière et sans-papiers.
- ▶▶ Nous ne nous considérons pas propriétaires du présent mais comptables de l'avenir. En cela, nous voulons déterminer nos actes en pensant aux générations futures, aux enjeux d'universalité.

Localement,

Nous agissons pour :

Palaiseau ville de paix

Palaiseau ville hors AGCS

Palaiseau ville de justice sociale

Palaiseau ville de culture partagée, de solidarité et de fraternité

Palaiseau ville contre les discriminations

Palaiseau ville de démocratie
Palaiseau ville sans culture OGM en plein champ
Palaiseau ville de développement soutenable.

Et plus précisément :

- ▶▶ Pour le maintien et le développement de services publics de qualité. Notamment, la reprise par la commune de la gestion de l'eau, le développement du logement social qui se traduit par la réhabilitation et la construction d'habitat à loyers véritablement modérés, dont l'implantation doit respecter la mixité sociale, le développement du service public des transports.
- ▶▶ Pour un service de santé gratuit de qualité et donc contre les franchises médicales, les déremboursements, les dépassements d'honoraires, et pour le développement des services aux personnes âgées. Pour la création d'un centre municipal de santé.
- ▶▶ Pour le droit à la culture et à la formation, pour une citoyenneté libre, partagée, entière. Pour l'éthique et le droit d'alerte, la vigilance citoyenne.
- ▶▶ Pour le droit au temps libre, aux loisirs. Pour une vie associative riche et respectée dans son autonomie.
- ▶▶ Pour le développement de différents modes de garde d'enfants (garderie, crèche municipale, crèche parentale, jardin d'enfants ...)
- ▶▶ Pour que les fonds publics servent uniquement à la satisfaction des besoins publics. Toute subvention devra répondre à des critères sociaux, environnementaux, de gestion démocratique de l'entreprise et de mixité du tissu urbain (artisanat, commerces de proximité, etc...).
- ▶▶ Pour que toute sous-traitance de services municipaux réponde à des critères sociaux et environnementaux.
- ▶▶ Pour une solidarité active avec les sans-papiers et l'engagement de la municipalité à :
 - respecter enfin la loi sur les gens du voyage : réaliser une aire d'accueil et un terrain viabilisé de taille suffisante pour l'accueil de longue durée des gens du voyage semi-sédentarisés,
 - faire pression sur tous les maillons du pouvoir par un suivi et un contrôle du fonctionnement du centre de rétention, jusqu'à en obtenir la suppression,
 - soutenir la recherche de solutions humaines et durables pour les habitants des campements.

Le développement soutenable

Les destructions écologiques et le sacrifice de générations entières « d'exclus sociaux » en Europe, comme dans le monde entier, rendent impératives la mobilisation et la mise en œuvre de véritables projets qui articulent les questions économiques, sociales et écologiques. Tel est l'enjeu du développement soutenable.

Le développement soutenable, c'est refuser le productivisme aussi bien agricole qu'industriel.

Le développement soutenable exige un autre mode de croissance prenant en compte les coûts écologiques, sociaux et humains dans le calcul de la productivité.

Le développement soutenable, c'est permettre à l'ensemble de la population de la planète la satisfaction des besoins les plus fondamentaux : se nourrir, se loger, se chauffer, être éduqué sans

pour autant sacrifier les générations futures, donc en préservant les ressources naturelles, la biodiversité, etc.

L'affirmation d'une écologie politique est la condition pour que puissent être posées en même temps la question sociale et la question écologique : il est aberrant de dissocier l'être humain de son environnement.

Le développement soutenable passe aussi nécessairement par la sécurité internationale et la paix pour une autre gestion des ressources naturelles.

Le développement soutenable demande, enfin, un effort considérable en faveur de la Recherche fondamentale pour trouver des solutions alternatives (énergie, agriculture, santé, etc) mais exige tout autant un effort du côté des sciences sociales qui sont une aide précieuse pour favoriser des comportements « écolo-citoyens », tant individuels que collectifs.

Localement, cinq domaines prioritaires :

1 - L'agriculture

Favoriser la suffisance alimentaire de chaque région/pays, limiter les transports de denrées agricoles grâce à une agriculture de proximité. C'est une nouvelle raison de notre opposition à l'OIN et de notre soutien à un autre développement agricole du plateau de Saclay. Il s'agit de soutenir une « agriculture des villes », réduisant le nombre d'intermédiaires, en développant les marchés de produits locaux, les AMAP. Cette agriculture doit être fondée sur une agronomie respectueuse de l'environnement, de la terre et de la santé des hommes.

2 - Les transports

Limiter les transports individuels grâce aux transports collectifs des gares (RER, RATP) vers les entreprises (mutualisation des navettes d'entreprise), vers les lycées et collèges, des transports inter-communaux, adapter les moyens aux besoins (capacité des bus, trajets et fréquence). Pour les trajets courts : aménagement de parking gratuits, de pistes cyclables et de zones piétonnes, prêt de vélos en régie publique.

3 - L'habitat

▶▶ Construction et rénovation des logements : toute nouvelle construction doit satisfaire les normes Haute Qualité Environnementale. Exigence d'un plan de mise aux normes des logements anciens, subventionné par l'Etat. Les bâtiments communaux seront une priorité.

▶▶ Soutien à la mutualisation à l'échelle des « pâtés de maison » des sources d'énergie alternative (solaire et éolien), la récupération des eaux de pluie (machines à laver, toilettes), comme le quartier Vauban à Fribourg (Allemagne) où le quartier BEDZED (banlieue londonienne).

▶▶ Révision du Plan Local d'Urbanisme de la ville tenant compte davantage des risques naturels (ex : risques d'inondation), des dégâts écologiques et géologiques (ex : bétonnage du plateau de Saclay) et des équilibres des écosystèmes (ex : réserve ornithologique des étangs de Saclay).

▶▶ Préservation du cadre de vie en protégeant les espaces verts, le patrimoine architectural, les zones vertes.

4 - La réduction des pollutions

▶▶ Refuser le productivisme industriel en donnant la priorité aux clauses sociales, écologiques et de démocratie au sein de l'entreprise lors des appels d'offre.

▶▶ Développer la filière du tri et du recyclage des ordures ménagères par des ramassages spéci-

fiques, fréquents et à proximité (des différents verres, papiers notamment publicitaires, peintures et produits chimiques).

5 - Repenser l'aménagement du territoire

Redéfinir les missions de l'intercommunalité au-delà du seul objectif de réduction des coûts liée aux économies d'échelle : réduire les conséquences négatives de l'aménagement, promouvoir les projets intercommunaux sans compromettre la souveraineté des communes.

Redéfinir le cadre de pensée

Le développement des pays émergents (Inde, Chine, etc.) est légitime au nom de l'équité Nord-Sud. Mais il pose encore plus la question d'une économie viable à long terme pour une planète dont on sait maintenant qu'elle ne pourra pas supporter le modèle de croissance économique productiviste à l'échelle du monde.

A la traditionnelle question sociale des exclus du mode de production et de consommation capitaliste, s'ajoute la nouvelle question écologique qui, cette fois-ci, touche tous les êtres humains puisque l'enjeu est de préserver le monde du vivant, condition sine qua non si l'on ne veut pas sacrifier les générations futures. La conscience sociale doit donc se doubler d'une conscience écologique.

Prendre en compte les effets négatifs de la production

Dans l'économie mondialisée, avec la marchandisation capitaliste, tout acte productif, créatif, doit générer du profit financier ! Or, dans le calcul des prix, il est rarement question de tenir compte des conséquences négatives de la production, en termes de coûts environnementaux, sociaux, éthiques.

Non seulement ces coûts pour « réparer » les dégâts s'élèvent à plusieurs centaines de milliards euros, mais en plus il existe des dommages irréversibles portés aux équilibres biologiques, bioclimatiques, ainsi qu'aux réserves de matières premières. Depuis les années 60, les conséquences écologiques de la croissance, la gigantesque consommation de ressources énergétiques et minérales qu'elle occasionne, sont des préoccupations publiques et scientifiques que les partis politiques en général, y compris la gauche, ont ignorées et sur lesquelles la mobilisation citoyenne a été insuffisante.

Le temps est désormais fini où l'on pensait que la croissance dans une économie de marché concurrentiel « faisait le bonheur des hommes et la richesse des nations »; dépassée également l'idée que le libre-échange international apportait un supplément d'âme en pacifiant les relations entre les nations.

La priorité est donc de réintroduire, en France, comme en Europe et dans les négociations internationales des réglementations plus contraignantes pour les entreprises en matière de droits sociaux et environnementaux.

Agir localement

- ▶▶ refuser la culture en plein champ des OGM.
- ▶▶ mener une politique modulée en faveur des PME-PMI innovantes en matière de production à forte valeur ajoutée environnementale, écologique ou sociale, ou ayant un cahier des charges respectueux du développement soutenable.
- ▶▶ valoriser les initiatives associatives et le travail des pôles scientifiques existants qui oeuvrent à un meilleur cadre de vie et à la défense de l'environnement.
- ▶▶ promouvoir le développement de l'économie sociale, solidaire sur son territoire.

Une citoyenneté active

La citoyenneté active, c'est déconcentrer et décentraliser les pouvoirs à tous les échelons, refuser la suprématie des experts et des institutions opaques toutes puissantes.

La citoyenneté active, c'est redonner sens et efficacité au pouvoir des citoyens, sans attendre les élections. C'est donc s'opposer au dessaisissement des citoyens au nom de la démocratie déléguée.

La citoyenneté active c'est repenser les institutions, les instances électives, leur fonctionnement, la place des citoyens.

La citoyenneté active c'est refuser la professionnalisation de la fonction de l' élu. Chacun doit pouvoir accéder à des fonctions électives en favorisant la coexistence des vies citoyenne et professionnelle par un statut de l' élu.

La citoyenneté active c'est, enfin, la participation de tous les résidents, français ou non, aux décisions.

La citoyenneté active, c'est favoriser l'éducation citoyenne, par l'information, la transparence, les moyens de la décision. C'est repenser en ce sens la responsabilité politique des élus.

La gestion municipale

Nous sommes pour :

- ▶▶ S'interdire le cumul des mandats électifs.
- ▶▶ Limiter à deux le nombre de mandats consécutifs.
- ▶▶ Assurer la rotation des élus en partageant la durée des mandats entre les participants à la liste électorale.
- ▶▶ Rendre compte publiquement et régulièrement de l'exercice des mandats.
- ▶▶ Décentraliser des séances du conseil municipal dans les quartiers.
- ▶▶ Rendre lisible et clair l'état des finances pour permettre un choix démocratique des fonds disponibles.
- ▶▶ Recourir à des référendums locaux à l'initiative des citoyens.
- ▶▶ Que le Conseil Municipal retrouve pleinement son rôle de débat et de décision et que les commissions soient redéfinies dans un sens plus démocratique.
- ▶▶ Que le déroulement du conseil municipal soit repensé afin que les paroles citoyennes y soient bienvenues, entendues, souhaitées.
- ▶▶ Donner des nouveaux droits aux minorités.
- ▶▶ Donner de nouveaux droits à l'opposition municipale (ex : proportionnelle intégrale).
- ▶▶ Que les élus conservent leur activité professionnelle en horaires aménagés.

Nous proposons d'équilibrer le pouvoir dans les relations élus/citoyens en :

- ▶▶ Assurant la participation du plus grand nombre à l'initiative et l'élaboration des actions et des projets.
- ▶▶ Faisant analyser et évaluer par le plus grand nombre l'avancement des projets en cours et l'impact des projets déjà aboutis.
- ▶▶ Démocratisant l'expertise citoyenne par l'organisation de forums, d'exposés thématiques, d'ateliers de réflexion et de tout autre évènement favorisant l'éducation à la citoyenneté. Par exemple un véritable débat public, sanctionné par un référendum local sur le projet d'OIN (aménagement du plateau de Saclay).

- ▶▶ Repensant le rapport de la municipalité avec la Communauté d'Agglomération du Plateau de Saclay (ex : contrôle et évaluation par un comité de surveillance citoyen,...).
- ▶▶ Assurant aux habitants, quelle que soit leur nationalité, le droit de participer aux prises de décision, en attendant d'obtenir le droit de vote pour tous les résidents.

Cela passe par une étroite collaboration entre élus et citoyens pour proposer, élaborer, suivre et expertiser des projets en s'appuyant sur les associations et les conseils de quartiers.

Les Conseils de Quartiers proposent des projets d'aménagement et de gestion de la ville et de leur quartier. Pour cela, ils doivent pouvoir se réunir de manière à définir des besoins, à en suivre la réalisation et l'évaluation à l'aide, si besoin, d'associations compétentes sur le domaine.

De la même manière, il faut créer une Maison des Associations, carrefour des expériences militantes, lieu de discussion, de débats, d'information et de formation, creuset dans lequel prend forme l'expertise citoyenne. Les associations ou les collectifs d'associations doivent pouvoir proposer des projets et en assurer le suivi (ex : commissions extra municipales).

Pour assurer la cohérence des différents projets à l'échelle de la commune, il faut mettre en place une structure transversale (ex : comité de ville ou parlement municipal,... ?) pour recevoir les propositions de projets et les hiérarchiser en vue de l'affectation des crédits.

La ville employeur

La démocratie ne doit pas s'arrêter à la porte des lieux de travail. La municipalité étant un employeur, elle se doit de faire vivre la démocratie en son sein. Il serait donc nécessaire d'avoir une structure où chaque secteur municipal d'activité puisse élaborer son cahier des charges avec les élus. Il faut donc permettre aux instances paritaires de jouer pleinement leur rôle, refuser de les corseter, de les contourner, agir pour la défense et l'amélioration du statut et de la situation des salariés de la fonction publique territoriale

L'objectif est d'établir d'autres rapports professionnels dans le travail, plus généralement, il s'agit de créer et de faire fonctionner des services municipaux à gestion démocratique, sociale et écologique.